



COMMUNIQUE DE PRESSE

CGT Educ'action - 263 rue de Paris - case 549 - 93515 MONTREUIL cedex

Mel : unsen@ferc.cgt.fr - Site : www.unsen.cgt.fr

Contact Presse : Matthieu Brabant - 06 77 81 34 83

A l'école, la répression ne doit pas remplacer l'éducation

Au lendemain des attentats des 7, 8 et 9 janvier, dans un climat "d'union nationale" instrumentalisé par le pouvoir, et sur fond de psychose collective contre "ceux qui ne sont pas Charlie", l'école a montré un visage répressif qui tourne le dos aux valeurs qui sont les nôtres.

Le gouvernement a abondé dans ce sens, notamment François Hollande lors de ses vœux au monde éducatif.

Ainsi, des élèves ont été dénoncés à la justice et pour certains emprisonnés, accusés d'avoir perturbé la "minute de silence", ou d'avoir refusé de la faire, ou encore, accusés d'avoir fait "l'apologie du terrorisme", pour des propos tenus à cette occasion.

Par ailleurs, même des enseignants, comme à Poitiers aujourd'hui, peuvent être sanctionnés simplement pour avoir mené, avec leurs élèves, la réflexion sur les causes du drame, pour avoir répondu aux questionnements des jeunes.

Ces réactions sont complètement disproportionnées et n'ont pas lieu d'être. Au-delà des attitudes provocatrices propres à l'adolescence, les propos et réflexions de certains jeunes nécessitent échanges et éventuelles confrontations, et non pas la répression. Être éducateur, c'est d'abord comprendre le point de vue de l'enfant, du jeune, comprendre ce qu'il exprime et pourquoi il l'exprime, en saisir la part de vérité, pour l'aider à avancer.

Le dialogue et le débat, sur une base rationnelle, doit toujours être la réponse qu'on apporte à la jeunesse, et non la culture de la soumission si chère à tous les forces réactionnaires, du MEDEF au FN.

L'école seule ne changera pas la société, mais elle peut contribuer au mieux vivre ensemble, à condition que les éducateurs que nous sommes restent dans leur rôle, et ne deviennent pas des auxiliaires de police.

La CGT Educ'action demande au ministère de ne pas utiliser l'institution à des fins punitives. L'avenir est au développement dans la société de politiques sociales contre l'exclusion et les discriminations, et de politiques éducatives qui ne visent pas à imposer des "valeurs" déconnectées du vécu des enfants et des jeunes, mais à faire partager des valeurs communes d'égalité et de respect, et de solidarité contre les injustices.

Montreuil, le 3 février 2015